

Mardi 17 mai 2022

Silence à l'OEB après le coup de colère du président António Campinos

Kluwer Patent blogger/May 17, 2022 /Laisser un commentaire

Les [actions industrielles](#) à l'Office européen des brevets, qui ont été organisées par le syndicat USOEB avec le soutien du Comité central du personnel (CSC), entrent dans leur quatrième mois la semaine prochaine.

La principale raison du mécontentement à l'égard de la direction de l'OEB est une nouvelle procédure d'ajustement des salaires qui, selon l'USOE, "entraîne une perte de pouvoir d'achat désastreuse, immédiate et à long terme, et nie les efforts massifs consentis par le personnel de l'OEB au cours des deux dernières années de pandémie". Dans une lettre diffusée auprès du personnel de l'OEB, elle précise que "l'inflation de 11,2% aux Pays-Bas et de 7,8% en Allemagne au cours des 12 derniers mois représente bien plus qu'une récompense en double échelon (en moyenne, un échelon équivaut à 2%). Moins de 60 % du personnel éligible (en fait moins de 50 % de l'ensemble du personnel) peut recevoir un échelon simple, sans parler d'un échelon double cette année. Il s'agit de la pire année dans la carrière du personnel de l'OEB, qui intervient au moment où le personnel a travaillé avec diligence pendant la pire pandémie du siècle et la pire inflation depuis la création de l'OEB".



L'USOEB demande également la révision du règlement de service de l'OEB afin qu'il soit conforme aux droits fondamentaux et aux principes de confiance légitime et de droits acquis (conformément aux jugements du Tribunal administratif de l'OIT) ; la restauration d'un système de carrière déterministe ; la révision et l'élimination des effets néfastes de la réforme de l'éducation.

Les tensions sociales à l'OEB ont conduit à un accès de colère sans précédent du président António Campinos le mois dernier. Lors d'une réunion du 26 avril 2022, qualifiée d'"[épouvantable](#)" par la CSC, il aurait "utilisé un langage grossier tout au long de la réunion (...) et insulté la plupart des intervenants. Les membres de la CSC n'ont pas seulement été interrompus, mais empêchés de parler à plusieurs reprises (...)", jusqu'au moment où le président de l'OEB a dit aux membres de la CSC : Le président de l'OEB a même déclaré aux membres de la CSC : "Vous ne verrez jamais une personne aussi sympathique devenir ce putain de président pendant les cinquante prochaines années. Alors, réveillez-vous et passez des accords avec moi, ou vous ne le ferez jamais de votre putain de vie".

C'est du moins ce que la CSC a écrit au personnel. Dans le rapport officiel de l'OEB, on ne trouve qu'une vague et brève référence à ce qui s'est passé : "La dernière réunion du Comité consultatif général (CCG) a eu lieu le mardi 26 avril. Malheureusement, la réunion a été moins constructive que prévu, certains sujets ayant créé des tensions à certains moments. Trois sujets, précédemment discutés de manière productive dans des groupes de travail conjoints ou lors d'échanges précédents, ont été présentés au CCG" Le reste du rapport est consacré au programme des jeunes professionnels et au détachement d'experts nationaux, entre autres.

Kluwer IP Law a contacté l'OEB pour une réaction sur la lettre de la CSC, lui demandant expressément s'il pouvait confirmer ou infirmer si le rapport de la CSC était exact et correct, y compris la description du comportement et des textes du président Campinos. Mais un porte-parole a répondu que l'OEB ne souhaitait pas faire de commentaire.

Silence jusqu'à présent également de la part de Josef Kratochvíl, président élu du Conseil d'administration, qui a été contacté par cet auteur au sujet des événements du 26 avril également.